

<http://pierre-alainmillet.fr/le-plan-campus-et-l-universite-de-Lyon>



conseil de métropole du 12 Décembre 2016

# Le plan campus et l'université de Lyon

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 12 décembre 2016

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**A l'occasion de cette délibération par lesquelles la métropole aide le plan campus, nous ne pouvons ignorer le contexte de la transformation radicale de nos universités et de nos écoles qui fait débat.**

Notons tout d'abord que sur ce dossier de près de 10M€ dans un plan campus de globalement près de 350M€, la concertation a été plus que limitée, puisqu'un seul avis a été versé. Il est vrai que les préoccupations des étudiants et des enseignants portent plus sur leurs conditions de travail dans des bâtiments dégradés, alors que les premiers travaux dont ceux de cette délibération portent sur les espaces extérieurs. Un certain fatalisme s'est de plus installé puisque chacun a compris que tout ne serait pas rénové car ce plan campus ne fait que rattraper partiellement des décennies de désengagement de l'état dans la gestion de ce patrimoine universitaire.

Mais c'est évidemment la création de l'université intégrée de Lyon et la logique de l>IDEX [\[1\]](#) qui fait débat et cristallise les inquiétudes.

- Le conseil d'administration de Lyon 1 et Lyon 2 ont voté avec la réserve importante que leur engagement n'inclue pas la fusion pourtant prévue par le projet.
- le CA de Lyon3 et de l'INSA ont dans un premier temps voté contre, et il a fallu organiser un deuxième vote qui est devenu positif à l'Insa. Lyon 3 revote ce 13 décembre. C'est sans doute l'inspiration européenne de ces réformes qui poussent à faire comme pour les référendums, quand le résultat n'est pas conforme aux objectifs des décideurs, on recommence.

Ceux qui suivent les IDEX savent que le projet de Toulouse d'une université fédérale, donc sans fusion, avait été accepté il y a 5 ans, mais que son renouvellement a été refusé cette année par le jury au prétexte justement qu'il n'allait pas vers une fusion.

Vous devez savoir que le dossier de candidature IDEX n'est connu que de quelques dizaines d'experts, même les élus dans les conseils d'administration des établissements qui devaient le voter n'y avaient pas accès il paraît que la concurrence entre les agglomérations universitaires oblige à ce secret. Quelques uns à l'INSA ont pu seulement le consulter rapidement pour confirmer qu'il était bien question à terme de la disparition de l'école en tant que telle.

Je tiens à dire à Jean-Paul Bret que personne ne comprend pourquoi celui qui défendait la place des communes dans la métropole vote au conseil d'administration de l'INSA pour la disparition des établissements dans la future université intégrée, symbole d'une réforme pourtant très macroniste.

Ajoutons que la décision de justice récente annulant une subvention de près d'un million d'euro de la communauté urbaine à l'université de Lyon rajoute une inquiétude sur la pertinence juridique de nos politiques.

Vous avez monsieur le président menacé les opposants de la perte des 25M€ de subventions, rappelons que les dotations des IDEX représentent au total 1,5% du budget de l'ESR ce qui relativise ce bonus, sachant que le vrai risque budgétaire est bien dans l'austérité qui risque d'assécher tout ceux qui ne feront pas partie de « l'excellence » comme le montre la fermeture de la faculté de musicologie de Bourgogne.

Et vous les avez accusé d'être responsable du chômage futur, rien que ça comme si les réformes de cette mondialisation débridée pouvaient encore faire croire qu'elles étaient positives pour l'emploi. Permettez-moi de

vous donner un contre-exemple fameux, ce prix Novel que la France célèbre, Jean-Pierre Sauvage, un pur produit de ces écoles d'ingénieur qui vont disparaître dans ces mastodontes universitaires, recruté dès sa thèse au CNRS ou il a fait toute sa carrière, bien loin de la mobilité imposée qui est devenue le mantra des réformateurs, qu'il a travaillé dans la continuité et la longue durée grâce au statut et au financement de base que lui apportait le CNRS.

Voyez, monsieur le président, la modernité et la réussite scientifique ne sont pas dans le projet d'université que vous contribuez à imposer, elles sont au contraire dans les statuts et les protections que vos politiques cherchent à détruire.

---

[1] initiative d'excellence, le nom que l'état a donné aux projets de restructuration des universités qui sont évaluées comme un concours par un jury international comprenant aussi de grands dirigeants d'entrepriseâ€